



## Pauvreté : le mépris du gouvernement

**Le Premier ministre a annoncé des mesures en direction des plus modestes, ce samedi 24 octobre. Une semaine après la Journée mondiale du Refus de la misère, le Gouvernement montre une fois de plus son manque de volonté à s'attaquer aux racines de la pauvreté.**

Le « choc de participation », que le président de la République avait annoncé en septembre 2018, n'a pas eu lieu : malgré des concertations tous azimuts, des rendez-vous avec les associations et l'implication des personnes concernées, force est de constater que le Gouvernement continue de décider seul. Résultat : des mesures pansements, déconnectées de la vie des gens, loin d'être à la hauteur de la situation.

Le retour des emplois aidés, les aides à la mobilité et la création de 30 000 accompagnements supplémentaires dans le dispositif d'aide d'insertion par l'activité économique sont une goutte d'eau face au nombre de chômeurs grandissant qui attendent un emploi durable et décent. De même, les 50 000 nouvelles places en Garantie Jeune – par ailleurs déjà prévues dans la Stratégie pauvreté – ne font pas le poids quand ce sont 700 000 jeunes qui se présentent chaque année sur le marché de l'emploi.

**En s'obstinant à refuser une augmentation significative des minima sociaux – et son ouverture dès 18 ans – pour lui préférer une aide ponctuelle, le gouvernement acte son manque de considération pour les 10 millions de personnes qui vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté.** En 1988 lors de sa création, le RMI représentait 50 % du SMIC ; aujourd'hui le RSA (qui lui a succédé) ne représente plus que 40 % du SMIC. Le décrochage est terrible pour les plus pauvres alors que sur la même période, les charges incompressibles (loyer, factures, assurances...) ont été en moyenne multipliées par deux en proportion des revenus.

**D'autant que les personnes les plus pauvres sont déjà les grandes oubliées des mesures socio-économiques de la première moitié du quinquennat :** suppression de l'ISF et de la taxe d'habitation y compris pour les plus aisés, soutien aux entreprises sans contreparties, quand dans le même temps on rabote sur les aides au logement et que le plan de relance ne consacre que 0,8 % des 100 milliards débloqués pour le soutien aux plus vulnérables.

**Autant de choix politiques qui font sciemment l'impasse sur la réalité de millions de personnes qui vivent dans des conditions difficiles.** Des choix motivés par une logique éculée consistant à opposer les « bons pauvres », à qui l'on donnerait un coup de pouce pour les aider à retrouver le marché de l'emploi, et les « mauvais pauvres », à qui l'on distribuerait des miettes. Pourtant, aucune étude ne montre que le versement des minima sociaux décourage le retour à l'activité.

**Pour Marie-Aleth Gard, présidente d'ATD Quart Monde :** « *Comme il fait du greenwashing sur les questions climat, le Gouvernement fait du socialwashing, se contentant de mesures d'urgence et refusant de mettre en place des politiques structurelles pour s'attaquer véritablement à la pauvreté* ».

**Il est temps que le gouvernement s'engage concrètement avec les citoyens les plus pauvres.** Ces derniers ont des idées. A ATD Quart Monde, suite au confinement, plusieurs centaines de personnes en situation de précarité ont travaillé à des propositions sur le décrochage scolaire, le logement, l'accès à la culture, la participation citoyenne, l'accès à une nourriture saine et locale plutôt que l'institutionnalisation de l'aide alimentaire, le droit à la connexion, dont le confinement a montré l'impérieuse nécessité, etc. Ce que disent ces personnes, c'est qu'elles peuvent et veulent partager leur expérience de la grande pauvreté pour soutenir celles et ceux qui y basculent aujourd'hui et qui ne savent pas comment faire face à cette épreuve. **Ne pas les écouter démontre une nouvelle fois le mépris du Gouvernement pour les plus vulnérables.**

Contact presse :

Emilie Perraudin / [emilie.perraudin@atd-quartmonde.org](mailto:emilie.perraudin@atd-quartmonde.org) / 06 28 61 69 05